

**Commissions d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements  
ANTIN RESIDENCES**

**REGLEMENT INTERIEUR**

**CA du 22 mars 2023**

---

Le présent règlement, conforme aux dispositions des articles L 441-2 et R 441-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, a pour objet de définir les règles d'organisation et de fonctionnement des Commissions d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements de la Société.

**ARTICLE 1 – PLURALITE ET COMPETENCE DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION**

Par décision du Conseil d'Administration, la Société est dotée de quatre CALEOL dont la désignation et la compétence géographique sont exposées ci-après :

- CALEOL Ouest Ile de France (départements 78,91,92)
- CALEOL Est Ile de France (départements 75, 77, 94)
- CALEOL Nord Ile de France (départements 93, 95, 60)
- CALEOL Evry

Dans le respect de la politique générale d'attribution définie par le conseil d'administration et des objectifs fixés à l'article L441 du CCH et des priorités définies à l'article L 441-1 du CCH, chaque CALEOL a pour objet de procéder à :

- L'examen de la recevabilité des demandes et l'attribution nominative des logements
- L'examen de l'occupation des logements dans les zones tendues définies par décret. Dans ce cadre le bailleur transmet à la CALEOL les dossiers des locataires qui sont dans une des 5 situations suivantes :
  - Sur-occupation du logement.
  - Sous-occupation du logement.
  - Logement quitté par l'occupant présentant un handicap lorsqu'il s'agit d'un logement adapté.
  - Reconnaissance d'un handicap ou d'une perte d'autonomie, nécessitant l'attribution d'un logement adapté.
  - Dépassement du plafond de ressources applicable au logement

La CALEOL, à travers les avis qu'elle rend, constate que le locataire est bien dans une de ces situations et définit alors les caractéristiques du logement dont le locataire a besoin.

**ARTICLE 2 – CONVOCATION, PERIODICITE**

Les Commissions d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements se réuniront aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par semaine à date et heure fixes suivant le planning arrêté par la Direction Générale (annexe 1) :

Les commissions Ile de France se déroulent sous forme numérique, ou à la Direction territoriale du secteur concerné, ou de manière délocalisée dans l'une de ses agences (annexe 2). Dans des circonstances exceptionnelles, elle peut être délocalisée à la demande d'un réservataire (par exemple lors d'une mise en service d'un nombre important de logements).

La présente disposition vaut convocation aux séances d'attribution pour les membres.

Les Présidents des conseils de territoires des EPT de la Métropole du Grand Paris ou leurs représentants, les Présidents des EPCI compétents en matière de programme local de l'habitat ou leurs représentants, et les Maires des communes et arrondissements concernés seront prévenus par courrier simple, par mel ou par télécopie, accompagné de l'ordre du jour, au moins 24 heures avant la date des Commissions. Des informations concernant les dossiers étudiés leurs sont transmises dans le même temps.

Le Préfet de département du Siège Social de la Société sera destinataire de la convocation à toute réunion des Commissions suivant les mêmes modalités, accompagnées de l'ordre du jour ainsi que du procès verbal des décisions prises lors de la réunion précédente.

**ARTICLE 3 - COMPOSITION MEMBRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS**

**1. Les membres avec voix délibérative :**

a) Six membres désignés librement par le conseil d'administration dont un représentant des locataires, Dans la mesure où il y a pluralité de commissions, les membres ne sont pas nécessairement choisis parmi les administrateurs. Ils pourront appartenir au personnel de la Société.

b) Le préfet ou son représentant ;

c) Le président du conseil de territoire de l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou leurs représentants, ou les présidents de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat pour l'attribution des logements situés sur le territoire relevant de leur

compétence. Il dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix dans les conditions fixées par le onzième alinéa de l'article L. 441-2 ;

d) Le maire de la commune où sont situés les logements à attribuer, ou son représentant, pour l'attribution de ces logements. Il dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix si le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le président de l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris n'en dispose pas.

Le Conseil d'Administration peut révoquer tout membre désigné par lui sur décision motivée, exécutive dès sa notification au membre concerné. Cette notification s'effectuera par courrier recommandé avec accusé de réception signé par le Président du Conseil d'Administration.

Les membres des Commissions ne sont pas autorisés à se faire représenter ou à déléguer leurs fonctions à un tiers. En revanche, le Conseil d'Administration pourra désigner, en plus des membres titulaires des Commissions et selon la même procédure et les mêmes critères, un ou plusieurs suppléants pour chaque membre titulaire. Seuls les Présidents des conseils de territoires des EPT et les maires des communes concernées par les attributions pourront se faire représenter par toute personne de leur choix, dûment mandatée à cet effet.

## **2. Les membres avec voix consultative :**

a) Un représentant des organismes bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique prévue à l'article L. 365-3, désigné dans les conditions prévues par décret ;

b) Les maires d'arrondissement ou leurs représentants, pour ce qui concerne les logements à attribuer dans leur arrondissement ;

c) Les réservataires non-membres de droit pour l'attribution des logements relevant de leur contingent.

Le président de la commission peut appeler à siéger, à titre consultatif, un représentant des centres communaux d'action sociale ou un représentant du service chargé de l'action sanitaire et sociale du département du lieu d'implantation des logements.

Le Président de la commission peut appeler à siéger, à titre consultatif, un représentant des CCAS ou un représentant du service chargé de l'action sanitaire et sociale du département du lieu d'implantation des logements.

Le préfet du département du siège de la Société, ou l'un de ses représentants membre du corps préfectoral, assiste, sur sa demande, à toute réunion de la Commission.

## **ARTICLE 4 - PRESIDENCE**

Les membres de chaque Commission élisent en leur sein, à la majorité absolue, un Président, pour une durée expirant en même temps que sa fonction de membre de la Commission.

En cas d'absence du Président, la Commission sera présidée par un membre désigné à la majorité des présents et représentés en début de séance.

En cas d'extrême urgence, le Président a pouvoir d'anticiper la Commission d'attribution à venir, et d'autoriser l'entrée dans les lieux d'un ménage après signature d'une convention d'occupation précaire. La décision d'attribution définitive sera ensuite soumise à la Commission d'attribution.

## **Article 5 – DELIBERATION**

Chaque Commission peut délibérer si au moins 3 membres sont présents.

Chaque membre de la Commission dispose d'un droit de vote, et peut bénéficier au plus d'un pouvoir délivré par un membre absent.

Le Maire de la commune où sont situés les logements à attribuer, ou son représentant dûment mandaté, participant à la commission dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, dans le respect de la politique d'attribution arrêtée par le Conseil d'Administration de la Société.

Les services de la Société dressent au cours de la séance, le procès verbal de la Commission. Ce dernier est signé par le Président de séance. Les procès verbaux sont conservés et centralisés pendant une durée minimale de 6 ans au siège social de la Société.

La notification de la décision aux candidats locataires sera consignée dans chaque dossier, éventuellement dématérialisé.

## **Article 6 - PRESENTATION DES DOSSIERS**

Les propositions de candidatures sont nominatives. Elles sont présentées en séance, sous forme d'une fiche individuelle de synthèse saisie par les services de la société. Cette fiche s'accompagne du dossier de demande de candidature pour précisions le cas échéant.

## **Article 7 – CALEOL DEMATERIALISEE**

Par défaut, la CALEOL est organisée de manière dématérialisée en réunissant ses membres à distance : les participants sont invités à participer à une réunion virtuelle ou vision conférence au moyen de l'outil Teams qui permet l'identification des participants et la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers, le respect de la vie privée des demandeurs. Un lien de connexion (identifiant et mot de passe) leur est adressé par mail.

Les propositions de candidatures sont nominatives. Elles sont présentées à l'écran sous forme d'une fiche individuelle de synthèse saisie par les services de la société ou par affichage de l'écran dédié du PGI (progiciel de gestion Intégré) - lkos, écran « commission interactive ». Aucune information n'est envoyée par mail ou par courrier pour statuer sur les candidatures présentées.

Aucune copie de dossier n'est possible en cas de gestion dématérialisée des attributions et chaque membre s'engage à ne faire aucune capture d'écran de la fiche individuelle.

Les membres de la CALEOL expriment tour à tour leur avis oralement suivant les mêmes modalités qu'en présentiel et conformément aux dispositions du présent règlement intérieur.

A la demande d'un réservataire, la CALEOL aura lieu en présentiel.

Chaque membre de la CALEOL peut demander le renvoi d'une décision à une commission d'attribution physique.

La décision est enregistrée par les services de la société en direct dans le PGI. Lorsque toutes les décisions sont enregistrées, la CALEOL est clôturée dans le PGI de même manière qu'en présentiel ; à ce stade, elle n'est plus modifiable.

Le procès-verbal de la CALEOL est signé par le Président de la CALEOL, éventuellement de manière dématérialisée.

## **Article 8- COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITE DES COMMISSIONS**

Au moins une fois par an, l'activité des CALEOL est consignée dans le rapport d'activité présenté au Conseil d'Administration de la Société.

D'une manière générale, les Commissions communiquent au Préfet, aux Présidents des conseils de territoires des EPT, aux Maires et à tous autres intervenants les différentes informations prévues par la Loi et les textes réglementaires.

## **Article 9 - CONFIDENTIALITE**

Les procès-verbaux sont considérés aux sens de la Loi du 17 juillet 1978 sur la communication des actes administratifs, comme étant des documents administratifs à caractère définitif, et sont communicables à toute personne qui en fait la demande.

Toutefois, préalablement, les appréciations éventuelles diverses relatives aux candidats (situation matérielle, familiale ...) ayant un caractère nominatif seront rendues illisibles à toutes personnes destinataires non concernées par ces informations.

Les membres des Commissions et les représentants des EPT et des villes sont tenus à une discrétion absolue à l'égard des informations qui sont portées à leur connaissance et des motivations des décisions prises.

## **Article 10 - INDEMNITE DE FONCTION**

Les membres ne percevront aucune indemnité au titre de leur fonction et participation à la CALEOL, à l'exception des représentants des locataires et des éventuels membres non salariés de la Société, qui se verront rembourser les frais de déplacements engagés à ce titre à l'euro l'euro.

### **ANNEXE 1 : PLANNING des CALEOL**

Les commissions des directions territoriales Ouest, Nord et Est IDF se dérouleront le mardi à 14h00, hors jours fériés et impondérables. Si le mardi est un jour férié, la commission d'attribution se tiendra le jour ouvré suivant. Les commissions de l'Agence d'Evry se dérouleront le jeudi à 14h00 hors jours fériés et impondérables. Si le jeudi est un jour férié, la commission d'attribution se tiendra le jour ouvré suivant.

### **ANNEXE 2 : COMPOSITION DES CALEOL**

Conformément aux délibérations du conseil d'administration, les représentants d'ANTIN RESIDENCES membres des commissions sont désignés parmi les personnes titulaires des fonctions suivantes :

#### **- CALEOL Ouest Ile de France (départements 78,91,92)**

Avec voix délibérative :

- Cinq membres désignés librement par le Conseil d'Administration :  
Le directeur général ou son suppléant (le directeur général adjoint, le directeur de la clientèle, ou le directeur de l'habitat spécifique, ou le responsable de la gestion locative)  
Le directeur territorial  
Le responsable territorial  
Le conseiller social  
Le chargé de clientèle
- 1 membre, représentant des locataires, désigné librement par le Conseil d'Administration ;
- Le représentant de l'Etat dans le département ou l'un de ses représentants membre du corps préfectoral.
- Le Président du conseil de territoire de l'EPT ou le Président de l'EPCI, ou leurs représentants
- Le Maire, ou son représentant

Avec voix consultative :

- Un représentant des organismes bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique, prévu à l'article L 365-3 du CCH.
- Les réservataires pour l'attribution des logements relevant de leur contingent.
- Sur invitation du Président de la Commission, un représentant des centres communaux d'action sociale ou un représentant du service chargé de l'action sanitaire et sociale du département du lieu d'implantation des logements.

Cette Commission se réunit de manière dématérialisée, ou si l'ordre du jour le mentionne à la direction territoriale Ouest IDF située à Montigny-le-Bretonneux : 14 avenue Gustave Eiffel, tous les mardis à 14 heures.

#### **- CALEOL Est Ile de France (départements 75, 77, 94)**

Avec voix délibérative :

- Cinq membres désignés librement par le Conseil d'Administration :  
Le directeur général ou son suppléant (le directeur général adjoint, le directeur de la clientèle, ou le directeur de l'habitat spécifique, ou le responsable de la gestion locative)  
Le directeur territorial  
Le responsable territorial  
Le conseiller social  
Le chargé de clientèle
- 1 membre, représentant des locataires, désigné librement par le Conseil d'Administration ;
- Le représentant de l'Etat dans le département ou l'un de ses représentants membre du corps préfectoral.
- Le Président du conseil de territoire de l'EPT ou le Président de l'EPCI, ou leurs représentants
- Le Maire, ou son représentant

Avec voix consultative :

- Un représentant des organismes bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique, prévu à l'article L 365-3 du CCH.
- Les réservataires pour l'attribution des logements relevant de leur contingent.
- Sur invitation du Président de la Commission, un représentant des centres communaux d'action sociale ou un représentant du service chargé de l'action sanitaire et sociale du département du lieu d'implantation des logements.

Cette Commission se réunit de manière dématérialisée, ou si l'ordre du jour le mentionne à la direction territoriale Est IDF située à Vincennes : 33 rue DeFrance, tous les mardis à 14 heures.

#### **- CALEOL Nord Ile de France (départements 93, 95, 60)**

Avec voix délibérative :

- Cinq membres désignés librement par le Conseil d'Administration :  
Le directeur général ou son suppléant (le directeur général adjoint, le directeur de la clientèle, ou le directeur de l'habitat spécifique, ou le responsable de la gestion locative)  
Le directeur territorial  
Le responsable territorial  
Le conseiller social  
Le chargé de clientèle
- 1 membre, représentant des locataires, désigné librement par le Conseil d'Administration ;
- Le représentant de l'Etat dans le département ou l'un de ses représentants membre du corps préfectoral.
- Le Président du conseil de territoire de l'EPT ou le Président de l'EPCI, ou leurs représentants
- Le Maire, ou son représentant

Avec voix consultative :

- Un représentant des organismes bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique, prévu à l'article L 365-3 du CCH.
- Les réservataires pour l'attribution des logements relevant de leur contingent.
- Sur invitation du Président de la Commission, un représentant des centres communaux d'action sociale ou un représentant du service chargé de l'action sanitaire et sociale du département du lieu d'implantation des logements.

Cette Commission se réunit de manière dématérialisée, ou si l'ordre du jour le mentionne à la direction territoriale Nord IDF située à la Plaine Saint-Denis : 244 avenue du Président Wilson, tous les mardis à 14 heures.

#### **- CALEOL Evry**

Avec voix délibérative :

- Cinq membres désignés librement par le Conseil d'Administration :  
Le directeur général ou son suppléant (le directeur général adjoint, le directeur de la clientèle, ou le directeur de l'habitat spécifique, ou le responsable de la gestion locative)  
Le directeur territorial  
Le responsable territorial  
Le conseiller social  
Le chargé de clientèle
- 1 membre, représentant des locataires, désigné librement par le Conseil d'Administration ;
- Le représentant de l'Etat dans le département ou l'un de ses représentants membre du corps préfectoral.
- Le Président du conseil de territoire de l'EPT ou le Président de l'EPCI, ou leurs représentants
- Le Maire, ou son représentant

Avec voix consultative :

- Un représentant des organismes bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique, prévu à l'article L 365-3 du CCH.
- Les réservataires pour l'attribution des logements relevant de leur contingent.
- Sur invitation du Président de la Commission, un représentant des centres communaux d'action sociale ou un représentant du service chargé de l'action sanitaire et sociale du département du lieu d'implantation des logements.

Cette Commission se réunit de manière dématérialisée, ou si l'ordre du jour le mentionne à l'agence d'Evry : 411 square Jacques Prévert, ou dans les locaux de la direction territoriale à Montigny-le-Bretonneux, 14 avenue Gustave Eiffel, tous les jeudis à 14 heures.

## Annexe nominative

Directeur général	M.Laurent LORRILLARD
Directeur général adjoint	Mme Sabine BERSANI
Directeur clientèle	Mme Valérie DHERSIN
Directeur de l'habitat spécifique	Mme Hélène QUENOUILLE
Responsable de la gestion locative	Mme Gwenaëlle ANDRE
<b>CALEOL Direction territoriale Ouest IDF</b>	
Directeur territorial	Mme Justine GENIES
Responsable territorial	Mme Julie DUBOIS Ou Mme Gabriella IRIART
Conseiller social	Mme Naomie JACQUES Ou Mme Laetitia HERPIN
Chargé de clientèle	Mme Anaïs CARNIER LECNACH Ou Mme Volatiana RAZANANTOANINA Ou Mme Christine DALVIN Ou Mme Lola CIBOIS Ou Mme Carole PIERROT-DORLET Ou Mme Joceline KANDOLO
Représentant des locataires Suppléants	M.Emmanuel PHILIPPON M.Christian DUPUIS M.Saïd FERRAT
<b>CALEOL Direction territoriale Est IDF</b>	
Directeur territorial	M.Johann DANET
Responsable territorial	Mme Sylvaine CHAUVET Ou Mme Marylin GUEDJ
Conseiller social	M.Almami LY
Chargé de clientèle	Mme Nathalie MEITE Ou Mme Assa BARADJI Ou Mme Maguy GREGOIRE Ou Mme Sophie IBRAHIM
Représentant des locataires Suppléants	M.Christian DUPUIS M.Saïd FERRAT M.Emmanuel PHILIPPON
<b>CALEOL Direction territoriale Nord IDF</b>	
Directeur territorial	Mme Hélène GUNERHAN
Responsable territorial	Mme Corinne LITTNER Ou M.Sebastien LANDO
Conseiller social	Mme Kelly SAMPIL
Chargé de clientèle	Mme Fadoua AASOUT Ou Mme Véronique ELUMBU Ou Mme Elisabeth BRAULT Ou Mme Naomie SOULAM Ou Mme Nawalle BOUNINE
Représentant des locataires Suppléants	M. Saïd FERRAT M. Emmanuel PHILIPPON M. Christian DUPUIS
<b>CALEOL Evry</b>	
Directeur territorial	Mme Justine GENIES
Responsable territorial	Mme Julie DUBOIS Ou Mme Gabriella IRIART
Conseiller social	Mme Naomie JACQUES Ou Mme Laetitia HERPIN
Chargé de clientèle	Mme Anaïs CARNIER LECNACH Ou Mme Volatiana RAZANANTOANINA Ou Mme Christine DALVIN Ou Mme Lola CIBOIS Ou Mme Carole PIERROT-DORLET Ou Mme Joceline KANDOLO
Représentant des locataires Suppléants	M. Emmanuel PHILIPPON M. Christian DUPUIS M. Saïd FERRAT

**Un représentant des organismes bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique** prévue à l'article L.365-3, désigné dans les conditions prévues par décret : **ALFI 59 rue de Provence**

**75009 PARIS** représentée par son Directeur M.Guillaume BRUGIDOU ou :

- CALEOL Ouest Ile de France : Mme Mélanie GERVAIS Directrice du pôle accompagnement social ou Mme Stéphanie POURRE, coordinatrice sociale
- CALEOL Est Ile de France : Mme Amélie GIRE, Directrice adjointe du pôle accompagnement social ou Mme Mélanie GERVAIS, Directrice du pôle accompagnement social, ou Mme Jade CATTIAUX, coordinatrice sociale
- CALEOL Nord Ile de France : Mme Mélanie GERVAIS Directrice du pôle accompagnement social ou M. Mohcine EL OUBNANI, coordinateur social
- CALEOL Evry : Mme Amélie GIRE, Directrice adjointe du pôle accompagnement social ou Mme Mélanie GERVAIS, Directrice du pôle accompagnement social, ou Mme Angeline HUTTEAU, coordinatrice sociale.